

SOSLH 661/13

9267

(1960)

9267

X

Facilités de circulation aux cadres de réserves  
assidus aux écoles de perfectionnement

Dépêche du M. de la D.N. au M.T.P.  
Lettre S.N.C.F. au M. de la D.N.

18.12.39 *unq*  
24. 7.40

Facilités de circulation aux cadres de réserves  
assidus aux écoles de perfectionnement



9257

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-

D 943220 - 8

Paris, le 24 juillet 1940

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par lettre - 1472-3/EMA-B du 18 décembre dernier, vous avez bien voulu attirer l'attention de M. le Ministre des Travaux Publics sur l'intérêt que présenterait le maintien jusqu'au 30 septembre 1940 des avantages auxquels pouvaient prétendre les cadres de réserve assidus aux Ecoles de Perfectionnement au cours de l'année scolaire 1938-1939.

Pour tenir compte des arguments invoqués nous avons autorisé la délivrance et l'utilisation jusqu'au 30 septembre 1940 des cartes de surclassement des officiers de réserve et des bons de réduction des sous-officiers de réserve.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en raison des difficultés que nous éprouvons actuellement pour assurer les transports et notamment ceux des voyageurs, il nous est impossible de consentir plus longtemps aux officiers et sous-officiers de réserve les avantages qui leur étaient accordés jusqu'à présent à titre de récompense pour leur assiduité aux écoles de perfectionnement.

En conséquence, nous invitons nos gares à refuser les dites facilités à partir du 1er août prochain.

La mesure intéressant les armées de terre, de mer et de l'air, je vous serais obligé de bien vouloir la porter à la connaissance de M.M. les sous-secrétaires d'Etat intéressés.

Veuillez agréer, .....

P. Le Président du Conseil d'Administration,  
Le Vice-Président,

Signé: GRIMPRET

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale - CLERMONT-FERRAND (P. de D.)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

D57010

C O P I E

25 juillet 1940

Monsieur le Ministre,

Les transports par chemin de fer de troupes et du matériel de l'Armée allemande sont effectués sur l'ordre de l'autorité d'occupation.

Nous avons prescrit à nos gares de prendre les attachements de ces transports en vue de leur facturation ultérieure.

Nous pensons que les dépenses de transport de l'armée d'occupation doivent être supportées par l'Etat français, mais nous vous remercions reconnaissants, en nous le confirmant, de nous faire connaître le service qui sera chargé de la liquidation des factures que notre Société aura à présenter.

En ce qui concerne la taxation des transports dont il s'agit, nous serions disposés à faire application des prix et dispositions qui sont prévus pour les transports militaires de l'armée française par l'arrêté interministériel du 26 août 1939.

Veuillez agréer, .....

P. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

le Vice-Président,

signé : GRIMPRET

Monsieur le Ministre des Finances.-